

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 22 novembre 2016

Direction de l'instruction publique

21 2016.RRGR.858 Motion 170-2016 Seiler (Trubschachen, Les Verts) Enseignement spécialisé: plus de latitude

N° de l'intervention: 170-2016
Motion ayant valeur de directive: ☒
Déposée le: 05.09.2016
Déposée par: Seiler (Trubschachen, Les Verts) (porte-parole)
Vanoni (Zollikofen, Les Verts)
Grogg-Meyer (Bützberg, PEV)
Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Müller (Berne, PLR)
Cosignataires: 3
Urgence :: accordée le 08.09.2016
N° d'ACE: 1203/2016 du 2 novembre 2016
Direction: INS

Enseignement spécialisé: plus de latitude

Le Conseil-exécutif est chargé d'offrir les possibilités suivantes et d'en informer les personnes concernées :

1. Les directions des écoles chargées de l'enseignement spécialisé pourront choisir les personnes qu'elles emploieront pour dispenser les cours de soutien ;
2. cette réglementation n'engendrera pas de coûts supplémentaires.

Développement :

Beaucoup d'élèves ont des besoins pédagogiques particuliers, et leur nombre ne cesse d'augmenter, avec ce que cela implique pour les besoins en enseignement spécialisé. Ces élèves n'ont pas tous besoin de la même attention et de la même aide. Afin que l'aide et le soutien apportés produisent des fruits, on regarde d'abord quelles qualités peuvent être encouragées chez chacun des élèves. Souvent, on peut recourir aux offres de pédagogie spécialisée, de logopédie, ou aux offres thérapeutiques existantes. De plus en plus d'élèves ont toutefois besoin d'une impulsion artistique, pratique ou sportive pour pouvoir faire des progrès. C'est pourquoi les directions d'écoles en charge de l'enseignement spécialisé devraient pouvoir choisir librement à qui confier cet enseignement.

Les professionnels et professionnelles de domaines pratiques (potiers, menuisiers, agriculteurs, pêcheurs, cuisiniers, sculpteurs, forgerons, mécaniciens, etc.) devraient pouvoir être employés pour autant qu'ils aient des qualifications pédagogiques. Cela permettrait de gagner des talents de pédagogie (spécialisée) parmi les spécialistes au travail sur le terrain. Ce serait également une petite contribution à la lutte contre la pénurie d'enseignants et d'enseignantes spécialisées.¹ Mais cela permettrait avant tout d'aider spécifiquement et efficacement les élèves qui ont besoin d'un encouragement particulier.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Celui-ci dispose d'une marge de manœuvre assez large par rapport au

¹ A propos de la pénurie d'enseignants et d'enseignantes spécialisées et du débat actuel :

www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medienmitteilungen.meldungNeu.html/portal/fr/meldungen/mm/2016/05/20160527_1016_kanton_bern_lockertzulassungsbedingungenfuerschulischeheilpaedag

www.srf.ch/news/regional/zuerich-schaffhausen/mangelware-heilpaedagoge (en allemand)

degré de réalisation de l'objectif, aux moyens employés ainsi qu'aux autres modalités de réalisation du mandat. La décision relève en outre de sa responsabilité.

L'enseignement spécialisé à l'école obligatoire est un instrument de soutien important, tant pour les enfants qui ont des besoins éducatifs particuliers que pour le corps enseignant, qui doit faire face à des classes de plus en plus hétérogènes. Il comprend le *soutien pédagogique ambulatoire* (il s'agit d'un terme moderne pour désigner la pédagogie curative scolaire), la *logopédie* et la *psychomotricité*. Alors que la *logopédie* se propose de traiter plus spécifiquement les troubles du langage et la *psychomotricité* les troubles moteurs, le champ d'activité du *soutien pédagogique ambulatoire* est plus vaste. Dans ce dernier domaine, les directions d'école font appel, dans la mesure du possible, à des enseignants et enseignantes spécialisés formés à cet effet.

Les enseignants et enseignantes spécialisés sont des spécialistes du soutien aux élèves ayant des besoins éducatifs particuliers. Ce soutien s'adresse aux élèves présentant notamment des troubles de l'apprentissage, des difficultés d'apprentissage complexes, des troubles du comportement, des troubles de la perception ainsi qu'aux élèves souffrant d'autisme ou d'un handicap mental. Les enseignants et enseignantes spécialisés sont chargés de détecter précocement les difficultés d'apprentissage afin que, dès l'apparition de celles-ci, le potentiel d'apprentissage et de développement des élèves puisse être mis en évidence, ce qui permet alors de prendre des mesures adaptées.

Les enseignants et enseignantes spécialisés ont aussi pour mission de venir en aide aux enseignants et enseignantes ordinaires en participant de manière active à l'enseignement lorsque des difficultés surgissent au sein de la classe. Ils conseillent en outre les enseignants et enseignantes ordinaires dans la mise en œuvre des objectifs pédagogiques quant au matériel et aux méthodes didactiques ainsi qu'à l'organisation de l'enseignement.

Par ailleurs, l'enseignant ou l'enseignante spécialisée aide la direction d'école à planifier, mettre en œuvre et évaluer les dispositifs et conditions générales relatifs à l'enseignement spécialisé à l'échelle de l'école.

Le Conseil-exécutif est conscient de la pénurie d'enseignants et d'enseignantes spécialisés. La Direction de l'instruction publique est en train d'étudier et d'introduire des mesures adaptées pour la résorber.

Voici la prise de position du Conseil-exécutif concernant les chiffres 1 et 2 :

Le motionnaire souhaite que les directions d'école puissent recruter des professionnels et professionnelles de « domaines pratiques » pour exécuter les tâches liées à l'enseignement spécialisé. Il cite en exemple les potiers, les menuisiers, les agriculteurs, les pêcheurs, les cuisiniers et les mécaniciens car il pense que ces professionnels peuvent donner aux élèves ayant des besoins éducatifs particuliers une impulsion pratique, artistique ou sportive leur permettant de faire des progrès. Le motionnaire estime par ailleurs que l'engagement de tels professionnels contribuerait à lutter contre la pénurie d'enseignants et d'enseignantes spécialisés.

L'ordonnance sur le statut du corps enseignant en vigueur (OSE, RSB 430.251.0) prévoit déjà la possibilité d'attribuer des postes d'enseignants et d'enseignantes à des personnes non dotées des qualifications requises pour enseigner à l'école obligatoire mais jugées aptes à accomplir les tâches demandées.

Le Conseil-exécutif est toutefois persuadé que les autorités d'engagement font un usage réfléchi de cette possibilité et ne recrutent, à l'école obligatoire, que des personnes dont elles sont convaincues qu'elles accompliront leur mandat professionnel en dépit de qualifications insuffisantes (p. ex. un menuisier pour les activités créatrices et manuelles ou un décathlonien pour le sport).

Comme indiqué en introduction, les enseignants et enseignantes spécialisés sont des spécialistes du soutien aux élèves ayant des besoins éducatifs particuliers. Leur mandat est varié, complexe et difficile. Pour pouvoir satisfaire aux exigences d'un tel mandat, le personnel doit être titulaire d'un diplôme sanctionnant une formation à l'enseignement spécialisé de niveau master. Le Conseil-exécutif ne partage donc pas l'idée du motionnaire selon laquelle les artisans pourraient avoir les compétences requises pour le soutien pédagogique ambulatoire, ce qui « permettrait de gagner des talents de pédagogie (spécialisée) parmi les spécialistes au travail sur le terrain ». Si un directeur ou une directrice d'école ne peut pas pourvoir un poste par manque d'enseignants et d'enseignantes spécialisés, il ou elle engagera une personne ayant suivi une formation initiale en pédagogie (en général une personne titulaire d'un diplôme d'enseignement pour l'école obligatoire). Etant donné que l'OSE laisse déjà aux directions d'école la liberté de recruter des personnes disposant de compétences spécialisées mais ne remplissant pas les exigences de formation pour

enseigner à l'école obligatoire, le Conseil-exécutif considère que la demande du motionnaire est satisfaite. Les deux chiffres de la motion peuvent être adoptés et classés.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: Adoption et classement

Chiffre 2: Adoption et classement

Le président. Wir kommen zum Traktandum 21, einer dringlichen Motion mit Richtliniencharakter von Grossrat Seiler, Grüne. Deshalb führen wir eine reduzierte Debatte. Ich gebe zuerst dem Motionär das Wort, damit er seinen Vorstoss vorstellen kann.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Ich bin seit vierzig Jahren Heim- und Schulleiter des Berghofs Stärenegg mit Handwerk, Heim, Schule und Landwirtschaft. Ich erhalte wöchentlich Anfragen für Kinder, welche in der Schule auch mit zehn Lektionen Heilpädagogik mit Kosten von jährlich 50 000 Franken sowie zusätzlich der Einnahme von Ritalin dennoch nicht mehr tragbar sind. Die Abklärungen dieser Schüler bei der Fachwelt ergeben oft eine Normalintelligenz, zeigen allerdings, dass sie sich nicht mehr für die Schule erwärmen können, innerlich unberührt bleiben, Wut ansammeln und zu «Schulleichen» werden, wie es ein Schulpsychologe ausdrückte. Ich könnte viele Beispiele vorbringen, wie diese Kinder durch praktisches Tätigsein wieder innerlich warm werden und Interesse und Lebensfreude entwickeln, sodass sie ihr Berufsfeld später eigenständig gestalten können. Immer mehr Kinder erhalten von der Fachwelt atypische Diagnosen. Deshalb braucht es auch atypische Angebote. Kinder in einer Lebenskrise, welche am schulischen Abgrund stehen, bedürfen keiner Reparatur, sondern der Soforthilfe, mit welcher ihre Fähigkeiten entdeckt werden. Aus diesen Gründen braucht es diese Motion für mehr Gestaltungsfreiraum für die Schulen, auch ausserhalb der Schulstuben.

Die Antwort des Regierungsrats ist widersprüchlich. Auf der Vorderseite sagt er «Annahme und Abschreibung», auf der Rückseite führt er hingegen aus, dass nur mit Masterniveau Heilpädagogik unterrichtet werden kann. Unsere Welt ist professionalitätshörig. Im Pädagogischen zerstören wir damit therapeutisches Klima. Welches ist die Kernaufgabe der Schule? Der Schüler soll tätig im Denken werden und durch eigene Ansicht lernen, unsere Welt mit Hand, Herz und Kopf zu begreifen. Ich bitte Sie, diese Motion anzunehmen!

Le président. Wir führen eine reduzierte Debatte. Die Fraktionen können sich zu Wort melden. Sie haben gesehen, dass punktweise abgestimmt wird. Die Abschreibung wird – wie ich aus dem Votum des Motionärs gehört habe – bestritten. Für die erste Fraktion hat Grossrätin Speiser für die SVP das Wort. Ich bitte die anderen Sprecher, sich vorne bereitzuhalten, weil in der reduzierten Debatte nur zwei Minuten Redezeit pro Sprecher zur Verfügung stehen.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Der Inhalt der Motion ist für die SVP-Fraktion unbestritten. Leider nimmt der Bedarf an Spezialunterricht stetig zu. Dies hat aber auch ungute Auswirkungen zur Folge, dies müssen wir zur Kenntnis nehmen. Je länger je mehr sind verschiedene Lehrpersonen mit den Schülern beschäftigt. Verschiedene Lehrpersonen kommen in die Schulklasse, zum Teil sind die Schüler mit den verschiedenen Ansprechpersonen überfordert. Dennoch ist der Spezialunterricht ein wichtiges Instrument, um die integrative Förderung sicherzustellen. Die SVP geht aber mit der Antwort des Regierungsrats einig, wonach die Motion angenommen und abgeschrieben werden sollte. Die gesetzliche Regelung ermöglicht den Schulleitungen bereits heute, andere Lösungen zu suchen, sollten Heilpädagogen nicht zur Verfügung stehen. Ich lese den entsprechenden Abschnitt aus der Antwort des Regierungsrats vor: «Der Regierungsrat hat in der geltenden Verordnung über die Anstellung der Lehrkräfte bereits vorgesehen, dass als Lehrkräfte Personen angestellt werden können, welche die Ausbildungsanforderungen für das Unterrichten an der Volksschule nicht erfüllen, wenn sie diese als geeignet für die Erfüllung der Aufgaben erachten.» Wir können mit dieser Antwort leben, weil die Schulleitungen bereits über diesen Freiraum verfügen und diesen auch ausnutzen. Wir möchten gerne folgende Anregung an die ERZ weitergeben: Die Schulleitungen sollten eventuell besser über die Möglichkeit informiert werden, dass Lehrpersonen oder Heilpädagogen angestellt werden können, welche nicht die entsprechende Ausbildung mitbringen. Die SVP sagt einstimmig ja zu Annahme und Abschreibung.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Ich spreche zuerst als Mitmotionärin, danach nehme ich als Fraktionssprecherin Stellung. Als Mitmotionärin kann ich der Argumentation des Regierungsrats sehr gut folgen und teile seine Ansichten aus dessen Optik. Ich denke aber, dass wir etwas aneinander vorbeigeredet haben. Wir meinen nicht, dass Berufsfachleute in der Schule die Heilpädagogen ersetzen sollen, sondern dass es ausserhalb der Schule während der Schulzeit zusätzliche Möglichkeiten geben soll. Fachleute für Logopädie, Diskalkulie, Psychomotorik – diese leisten einen enorm wichtigen Beitrag zur Entwicklung von Kindern mit Lernschwächen und Lernstörungen. Wir brauchen ausgebildete Fachpersonen, welche solche Schwierigkeiten diagnostizieren, mögliche Massnahmen definieren und einen entsprechenden Unterricht anbieten können. Bei Abklärungen wird aber vielfach festgestellt, wie stark Lernschwierigkeiten mit dem ganzen Umfeld des Kindes zu tun haben: diese sind multifaktoriell bedingt. Ich denke dabei an das Stottern, an Konzentrationsschwächen, niedrige Frustrationstoleranz, Blockaden, fehlende Ausdauer und so weiter. Kinder reagieren mit verschiedensten Symptomen auf einen Mangel dessen, was sie wirklich brauchen, aber ebenso auf traumatische Erlebnisse, welche wir bei unseren Flüchtlingskindern feststellen können. Um solchen Kindern wirklich und nachhaltig zu helfen, benötigen wir manchmal einen anderen Zugang als er im schulischen Umfeld möglich ist. Praktische Tätigkeiten, welche sich sinnvollerweise auf einem Bauernhof, in einer Bäckerei oder einer Schreinerei finden lassen, könnten eine wertvolle Ergänzung im Rahmen eines Therapieprozesses sein. Sie geben einem Kind Möglichkeiten, sich auf einem anderen Weg zu öffnen, sich zu investieren, den Zugang zu einem Lernprozess zu finden und Vertrauen in sich, in sein Umfeld und seine Möglichkeiten zu gewinnen. Unterschätzen wir heute vielleicht die praktischen Tätigkeiten und ihre Wirkung auf die Selbstsicherheit und die Selbstwirksamkeit von Kindern? Sind wir heute vielleicht zu schnell geneigt, zu versuchen, Kinder mit den verschiedensten Therapien zu reparieren und vergessen wir dabei die natürlichen Möglichkeiten?

Die Fraktion EVP hat für diese Vorlage gewisse Sympathien. Die Schule ist doch sehr kopflastig und die Fächer mit praktischen Tätigkeiten sind gekürzt worden. Gerade verhaltensauffällige Kinder reagieren positiv auf Dinge, die sie berühren und bearbeiten können. Sie sind mehr als andere auf enge, zugewandte Beziehungen angewiesen, welche ihnen Boden geben. Wir sind aber mit dem Antrag des Regierungsrats auf Annahme und Abschreibung aus folgenden Gründen einverstanden: Unseres Erachtens sprengt dies den Rahmen des Auftrags der öffentlichen Schule. Diese ist in erster Linie dafür da, um mit geeigneten Lehrpersonen und einem förderlichen Lernklima den Schülerinnen und Schülern mit adäquaten Mitteln den Schulstoff zu vermitteln.

Zum Lernort: Heilpädagogische Arbeit muss dazu da sein, um Kindern mit verschiedensten Lernstörungen Diagnosen zu stellen, geeignete Massnahmen zu definieren und diese auch durchzuführen. Das Erstellen einer Diagnose ist für nicht heilpädagogisch ausgebildete Personen schlicht nicht möglich. Berufsfachleute können unter Umständen spezielle Fördermassnahmen anbieten und mit diesen arbeiten. Die anderen Aufgaben müssen wir jedoch den ausgebildeten Fachkräften überlassen. Im Weiteren haben Heilpädagoginnen und Heilpädagogen noch andere Aufgaben wie die Unterstützung von Lehrkräften und Schulleitungen. Auch hier könnten Berufsfachleute nicht in die Bresche springen. Aus unserer Sicht entspricht es nicht dem Ziel, den Schülerinnen und Schülern möglichst wenige Ansprech- und Bezugspersonen zu bieten. Die Schule hat bereits heute die Möglichkeit, Personen ohne Lehrbefähigung für spezielle Aufgaben anzustellen. Dies ist auch gut so, und bei Bedarf wird davon Gebrauch gemacht. Deshalb ist die Fraktion EVP einverstanden mit der Annahme und der Abschreibung.

Le président. Ich gebe Grossrat Vanoni als Mitmotionär das Wort. Er ist gleichzeitig der Sprecher der grünen Fraktion.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Wie erwähnt worden ist, spreche ich als Mitmotionär und ebenfalls als Fraktionssprecher der Grünen. Als Mitmotionär möchte ich vorweg zugeben, dass es vielleicht ein Fehler war, das Anliegen dieser Motion mit dem aktuellen Thema und Problem des Mangels an Heilpädagoginnen und Heilpädagogen zu verknüpfen. Hätte man diese Verknüpfung nicht gemacht, wären vielleicht gewisse Abwehrreflexe des betroffenen Berufsstands und seines Berufsverbands nicht ausgelöst worden. Deshalb ist mir folgende Klarstellung wichtig: Bei diesem Vorstoss geht es mir nicht um eine Konkurrenzierung oder gar Herabminderung der heilpädagogisch ausgebildeten Fachleute. Es geht schon gar nicht darum, ihnen Lektionen oder Arbeit wegzunehmen. Es geht hingegen um die gezielte Förderung bestimmter Schülerinnen und

Schüler mit besonderen Bedürfnissen. Michel Seiler hat Beispiele erwähnt und aufgezeigt, in welchen Zusammenhängen dies geschehen soll. Es geht um den nötigen Freiraum für die Schulleitungen, die wirklich passenden Massnahmen zur Förderung ganz bestimmter Kinder und Jugendlichen in die Wege zu leiten. Hierfür bedarf es der Möglichkeit, entsprechende Personen einzusetzen und zu bezahlen. Wenn diese Möglichkeit besteht – wie der Regierungsrat in seiner Stellungnahme schreibt –, können wir den Entscheid im konkreten Einzelfall doch getrost den Schulleitungen überlassen, indem wir ihnen das Vertrauen schenken, dass sie auch diese Aufgabe sorgfältig angehen und im Interesse der betroffenen Kinder und Jugendlichen entscheiden. Eine gute Schulleitung wird solche Entscheide ohnehin nur in Absprache mit der betroffenen Klassenlehrperson fällen und vor allem unter Einbezug sowie hoffentlich auch auf Empfehlung der Heilpädagogin oder des Heilpädagogen, die oder der in solchen Fällen sowieso bereits beigezogen ist. Der Regierungsrat empfiehlt Annahme dieses Vorstosses. Dies tut auch eine Mehrheit der grünen Fraktion. Diese Mehrheit ist ebenfalls mit der gleichzeitigen Abschreibung einverstanden.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Wie es in der Motion heisst, gibt es viele Schülerinnen und Schüler mit besonderen Bedürfnissen, und diese Zahl ist steigend. Die vorhandenen Schwierigkeiten sind vielfältig und damit bestehen auch unterschiedliche Lösungsansätze. Für uns seitens der BDP-Fraktion ist es unbestritten, dass vielen von diesen Kindern mit Schwierigkeiten oder besonderen Bedürfnissen besser mit einem praktischen Anstoss geholfen wäre denn mit therapeutischen Ansätzen. Damit können sie auch entsprechende Entwicklungsschritte machen. Es kann durchaus sein, dass Berufsleute aus praktischen oder handwerklichen Bereichen mit pädagogischen Fähigkeiten etwas ausrichten können. Allerdings sind wir nicht ganz sicher, ob sich dies wirklich in der Praxis umsetzen lässt. Gäbe es in einer Schule ein bis zwei Kinder, welche auf solche Massnahmen reagierten, stellte man wohl kaum solche Personen an. Vielmehr müsste eine heilpädagogische Lehrkraft den Bedarf bei den entsprechenden Kindern erkennen und gemeinsam mit den Eltern dafür sorgen, dass es Möglichkeiten erhält, seine Entwicklungsschritte zum Beispiel dank handwerklicher Förderung zu machen.

Die BDP-Fraktion kommt zum selben Schluss wie der Regierungsrat. Wir sind damit einverstanden, dass die Möglichkeit, jemanden aus einem anderen Bereich anzustellen, grundsätzlich vorhanden ist und es den Anstellungsbehörden überlassen bleibt, diese Möglichkeit zu nutzen. Die Verordnung über die Anstellung der Lehrkräfte (LAV) lässt diese Türe offen. Mit dieser Option muss aber sorgsam umgegangen und darauf geachtet werden, dass die für den Spezialunterricht engagierten Personen den Herausforderungen dieser Aufgabe gewachsen sind. Die BDP-Fraktion ist mit dem Antrag des Regierungsrats auf Annahme und Abschreibung einverstanden.

Corinne Schmidhauser, Interlaken (PLR). Die FDP-Fraktion unterstützt das Anliegen der Motionäre, das heisst die Annahme der Motion. Gleichzeitig sind wir tatsächlich auch der Meinung, dass die Antwort des Regierungsrats widersprüchlich ist. Er betont nämlich – so jedenfalls haben wir es gelesen –, dass zwingend folgende Kaskade angewendet werden muss: Heilpädagogik, Volksschullehrer, Fachleute. Dies halten wir nicht in jedem Fall für zielführend. In einer speziellen Situation kann es durchaus sein, dass die Fachleute vor den Volksschullehrern zum Zug kommen. Deshalb sind wir überzeugt, dass diese Motion angenommen, aber nicht abgeschrieben werden soll. Wir sind überzeugt, dass die Schulleitungen sehr wohl in der Lage sind, die richtigen Fachleute – welche auch immer es sein mögen – sorgfältig und sorgsam auszuwählen. Aus diesem Grund spricht sich die FDP-Fraktion einstimmig für Annahme und gegen Abschreibung der Motion aus.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Ich fasse mich relativ kurz. Wir halten es wie die Regierung und sind für Annahme und Abschreibung, insbesondere was den ersten Punkt betrifft, welcher eine Stärkung der Schulleiter vorsieht. Dies ist natürlich auch unser Anliegen. Wir finden eigentlich, es sei der Begründung der Regierung entsprechend klar und nachvollziehbar, dass die Situation bereits heute so ist.

Kornelia Hässig Vinzens, Zollikofen (PS). Ich nehme es vorweg: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist mit der Antwort des Regierungsrats zufrieden und insbesondere mit der Abschreibung. Im Dickicht des Spezialunterrichts – dies sage ich, weil er sich von Aussenstehenden wohl nicht so schnell durchblicken lässt – bestehen verschiedene Töpfe, welche von den zwei Direktionen GEF und ERZ verwaltet werden. Je nach dem, aus welchem Topf das Geld kommt, werden die Personen vom Kanton angestellt oder sie können von den Schulleitungen gewählt werden. Dort, wo für die Schulen

Spielraum besteht, wenn aus dem entsprechenden Topf bezahlt wird, können die Schulleitungen die Fachleute auswählen. Eigentlich rennen wir damit offene Türen ein. In unserer Fraktion hat nach wie vor Vorrang, dass grossmehrheitlich der Spezialunterricht durch pädagogisch geschultes Fachpersonal durchgeführt wird. Gerade die Schülerinnen und Schüler mit Problemen sollten nicht zum Spielball verschiedenster Fachpersonen werden. In erster Linie geht es eigentlich darum, dass wir den Schulen genügend Geld zur Verfügung stellen, damit die Lehrpersonen wieder kleinere Klassen betreuen können. Diese wissen nach wie vor am besten, was für die Kinder gut ist. Deshalb möchte ich nochmals darauf hinweisen, dass wir diesbezüglich keine Sparübungen ansetzen dürfen und man dabei das Gefühl hat, diese liessen sich durch irgendwelche Handwerker, Künstler oder Töpferinnen kompensieren. Zweitens können diese Möglichkeiten eine Ergänzung sein, aber nicht die beste Lösung. Die beste Lösung besteht nach wie vor in pädagogisch geschultem Personal. Im Zusammenhang mit dem Spezialunterricht halten wir es für wichtig, dass die Töpfe einmal sauber geregelt werden. Diesbezüglich besteht für die Schulleitungen das grösste Problem und nicht bei der Auswahl der benötigten Berufsleute für ihre Kinder.

Stefan Oester, Belp (UDF). Die EDU hat sich auch mit diesem Thema befasst: mehr Gestaltungsspielraum für den Spezialunterricht. Es gibt immer mehr Kinder, welche diesen Unterricht besuchen. Es ist mir wichtig, im Voraus darauf hinzuweisen, dass die zwei angesprochenen Fachgruppen, einerseits die beruflichen Fachleute, andererseits die Heilpädagogen, nicht gegeneinander ausgespielt werden. Für mich handelt es sich vielmehr um eine Unterstützung von der einen zur anderen Gruppe. Eigentlich ist dies aus der Antwort des Regierungsrats hervorgegangen. Aus diesem Grund werden wir die Motion annehmen und abschreiben. Es ist sehr wichtig, dass die Schulleitungen über diese Möglichkeit verfügen und Berufsleute beiziehen, welche gerade im fachlichen Unterricht sehr stark sind und mit den Heilpädagogen zusammenarbeiten. Deshalb werden wir die Motion unterstützen. In Bezug auf Ziffer 2 ist die Abschreibung aus unserer Sicht wegen der Formulierung «Diese neue Regelung verursacht keine Zusatzkosten.» fragwürdig. Meines Erachtens ist dies eine Feststellung. Trotzdem werden wir wie von der Regierung beantragt vorgehen.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Die Motion verlangt konkret, dass die für den Spezialunterricht verantwortlichen Schulleitungen wählen können, welche Fachpersonen sie für den Unterstützungsunterricht anstellen. Die Ziffer 2 besagt klar, dass dies nicht ausserhalb des heutigen Budgets der Schule geschehen soll, sondern im Rahmen dessen, was die Schule heute zur Verfügung hat. Der Regierungsrat ist klar der Meinung, dies sei heute erfüllt. Ich möchte Ihnen anhand von zwei Punkten aufzeigen, weshalb wir die Abschreibung beantragen. Erstens ist die Berner Schule in Bezug auf die Anstellungsbedingungen, aber auch sonst liberal. Schulleitungen können grundsätzlich alle Personen als Lehrpersonen anstellen, welche sie für geeignet erachten. Die Voraussetzung für den vollen Lohn besteht jedoch darin, dass man der Zielstufe entsprechend die richtige Ausbildung mitbringt. Wer auf Primarstufe unterrichtet, muss über ein Diplom für Vorschule und Primarstufe verfügen. Für die Sekundarschule ist ein Diplom Sekundarstufe I erforderlich und für den Spezialunterricht die entsprechende Ausbildung, also in Heilpädagogik, Logopädie, Psychomotorik und so weiter. Dies ist eigentlich logisch. Nun können auch Personen angestellt werden, welche nicht die richtige Ausbildung für die entsprechende Zielstufe mitbringen. In diesen Fällen wird ein Vorstufenabzug auf dem Lohn vorgenommen. Es kann sich je nach Ausbildung um einen Abzug von 10 oder 20 Prozent handeln. Es ist bereits heute möglich, für einzelne Stunden, Angebote oder für ganze Pensen Lehrpersonen anzustellen, welche nicht über das richtige Diplom verfügen. Demzufolge können die Schulleitungen entscheiden, welche Fachpersonen sie für eine bestimmte Aufgabe anstellen. Die Schulleitungen tun dies – wie von verschiedenen Fraktionssprechern erwähnt – mit Zurückhaltung. Die Schulleitungen entscheiden dann, wenn sie eine Lehrperson für eine bestimmte Aufgabe für geeignet erachten. Dies halte ich für richtig und ich möchte nichts daran ändern. Zugleich ist es richtig, am Grundsatz festzuhalten, wonach eigentlich in erster Linie Lehrpersonen angestellt werden sollen, welche die richtige Ausbildung mitbringen.

Zum zweiten Punkt: Grossrat Seiler möchte auch die Möglichkeit, dass Schülerinnen und Schüler mit Lern- und Verhaltensschwierigkeiten in ganz andere Angebote geschickt werden können. Dies soll im Rahmen der heute existierenden Speziallektionen geschehen, zumal nicht mehr Geld ausgegeben werden soll. Auch dies halten wir für richtig. Im Einzelfall soll wiederum mit der entsprechenden Zurückhaltung – Schule ist kein Jekami – entschieden werden. Befindet man sich

ausserhalb des Lehrplans, bedarf es einer Bewilligung des Schulinspektorats. Der pädagogische Dialog, den wir mit den Schulen führen, soll zur Erarbeitung von solchen pädagogisch richtigen Lösungen vor Ort ermuntern. Ich habe einmal eine Schule besucht, welche für einen Schüler mit Lernschwierigkeiten ein mehrwöchiges Praktikum in einem Betrieb vorgesehen hat. Dergleichen ist nicht im Lehrplan vorgesehen. Dieser Schüler erhielt während der Dauer des Praktikums keinen Unterricht, was die Bewilligung des Schulinspektorats erforderte. Dies war eine gute Lösung. Die von Grossrat Seiler aufgezeigten Lösungen sind im Einzelfall, im Rahmen des Budgets der Schule, möglich. Es ist wichtig, dass das Schulinspektorat je nach dem eine Bewilligung erteilen muss. Um vor Ort die richtigen Lösungen zu finden, habe ich das Schulinspektorat auch beibehalten. Dies ist in beiden Punkten heute möglich. Deshalb möchten wir die Motion annehmen und abschreiben.

Le président. Der Motionär erhält das Wort nicht mehr, weil er die Motion nicht in ein Postulat umwandelt. Nochmals zur Erinnerung: Bei einer reduzierten Debatte darf der Motionär nur dann nochmals sprechen, wenn er die Motion in ein Postulat umwandelt. Dies als kleine Weiterbildung. Deshalb kommen wir zur Abstimmung, welche – wie Sie gehört haben – punktweise erfolgt. Die Abschreibung wird teilweise bestritten. Deshalb lasse ich zuerst ziffernweise über den Motionstext abstimmen und im Anschluss bei Annahme über die Abschreibung. Wer die Ziffer 1 als Motion annehmen möchte, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	124
Non	18
Abstentions	1

Le président. Sie haben Ziffer 1 als Motion angenommen. Wir befinden nun über deren Abschreibung. Wer Ziffer 1 abschreiben möchte, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui	117
Non	23
Abstentions	2

Le président. Sie haben Ziffer 1 abgeschrieben. Wir kommen zu Ziffer 2. Wer diese als Motion annehmen möchte, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	137
Non	6
Abstentions	0

Le président. Sie haben Ziffer 2 überwiesen. Wir befinden über die Abschreibung. Wer Ziffer 2 abschreiben möchte, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 120

Non 20

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 2 abgeschrieben. Damit haben wir dieses Traktandum zu Ende beraten.